



Le Jura Libre n° 2843 du jeudi 21 mars 2013

Editorial

Laurent Girardin

Intégrer nos préoccupations

Le débat radiophonique organisé à Moutier le lundi 11 mars dernier par la RTS dans le cadre de l'émission Forum s'est déroulé dans un climat serein et respectueux. Présagerait-il de ce que sera la campagne à venir en vue de la votation du 24 novembre 2013 ?

La ministre jurassienne Elisabeth Baume-Schneider et le conseiller d'état bernois Bernhard Pulver ont eu tout loisir d'exposer leurs points de vue sur l'avenir de la région jurassienne. La première n'a pas manqué de vanter les bienfaits de la souveraineté cantonale pendant que le second tentait tant bien que mal de démontrer « l'attachement » du canton de Berne à sa minorité francophone représentant 5.25% de la population.

Préalablement, le poète jurassien Alexandre Voisard et l'ancienne égérie de l'antiséparatisme pur et dur Geneviève Aubry ont fait part de leurs avis sur le processus en cours et de leur vision d'avenir pour le Jura et le Jura-Sud. Seule voix discordante de la soirée, cette dernière a semblé demeurée rivée dans le carcan des idées des années 1970. Il y avait comme un hiatus générationnel dans son discours. Ainsi que le disait Alexis de Tocqueville, et n'en déplaise à Dame Aubry, « dans les démocraties, chaque génération est un peuple nouveau. »

Dans les mois à venir, il est souhaitable que les débats restent centrés sur le véritable projet de société qui nous est proposé par le processus démocratique défini par les deux cantons. Il ne s'agira pas de sanctifier le canton du Jura et de rejeter celui de Berne, ni l'inverse. Il s'agira clairement de s'interroger sur les bénéfices qu'il y aurait à retirer pour notre région francophone si elle décidait de prendre son destin en main dans une union fraternelle et équilibrée entre nord et sud.

Dire OUI le 24 novembre prochain, c'est se donner l'occasion de voir ce qu'il pourrait advenir d'une nouvelle entité romande. C'est la possibilité de pouvoir intégrer les préoccupations émanant directement de la population dans un nouveau projet de société. C'est pouvoir décider nous-mêmes de l'avenir des établissements de formation et de celui des sites hospitaliers. C'est pouvoir fixer les grandes lignes de la fiscalité, du traitement des fonctionnaires et des enseignants. C'est en quelques mots dessiner les contours d'un Etat nouveau.

Dire OUI le 24 novembre prochain, ce n'est pas encore décider de la création d'un nouveau canton. En cas de vote positif, le temps ne suspendra pas son envol. La terre ne s'arrêtera pas de tourner. Dire OUI le 24 novembre prochain, c'est entrer dans la période la plus enthousiasmante qui soit, c'est caresser un rêve aujourd'hui inaccessible : celui de placer chaque citoyen au centre des préoccupations de sa région.